

Tadjikistan: Le poids socio-économique et politique des travailleurs migrants

Description

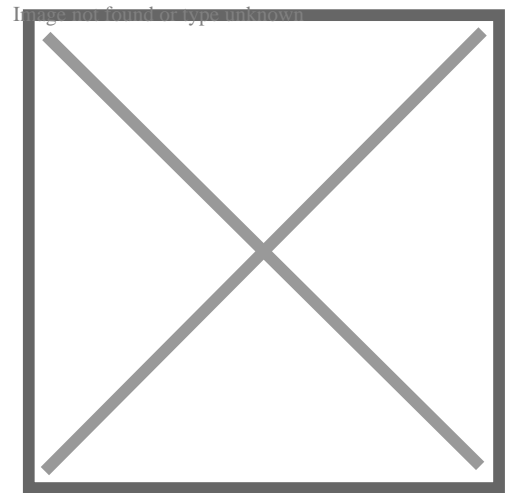
Il est admis que les travailleurs migrants tadjiks forment depuis le milieu des années 2000 la colonne vertébrale du système socio-économique du Tadjikistan. En revanche leur implication, parfois bien involontaire, dans la politique extérieure et intérieure de leur patrie, constitue une nouvelle donne susceptible de modifier le cours de l'évolution présidentielle tadjike à l'automne.

Le Tadjikistan est un pays pauvre et lourdement endetté. Des experts du Fonds Monétaire International (FMI) ont analysé la situation financière de seize banques commerciales, deux banques de crédit, trente-quatre banques de dépôt et quarante-quatre organisations spécialisées dans l'octroi de microcrédits au Tadjikistan. D'après ce rapport, l'économie tadjike s'enfoncé jour après jour dans le chaos. Dans son classement 2012/2013 sur la compétitivité globale, le Forum économique mondial livre un diagnostic similaire, estimant que le risque de faillite dans ce pays est élevé.

À cette situation économique dégradée s'ajoutent des maux endémiques: la corruption généralisée jusqu'au plus haut sommet de l'état, les tensions entre l'administration centrale et la province, aux mains de clans locaux puissants, le voisinage difficile avec l'Ouzbékistan, le trafic de drogues depuis l'Afghanistan. Ces facteurs réduisent à néant tout espoir d'une vie meilleure au pays et les Tadjiks partent sans cesse plus nombreux vers d'autres cieux, en particulier vers la Fédération de Russie^[1]. Acteurs engagés de la scène économique et sociale dans leur pays, les migrants tadjiks sont aussi devenus, depuis 2012 et bien malgré eux, les protagonistes des relations diplomatiques entre Moscou et Douchanbé.

La manne financière et son revers de la médaille

À l'issue d'une récente mission au Tadjikistan, le FMI concluait que l'économie du pays dépendait fortement des transferts d'argent. Selon ses estimations, plus de deux millions de Tadjiks travaillent actuellement en Russie. Comme les autres travailleurs immigrants, ils sont appelés en russe à «*gastarbaitery*». Essentiellement employés dans le bâtiment, l'agriculture, la maintenance et les services (gardiens d'immeubles), ils permettent de réinjecter annuellement dans l'économie nationale près de quatre milliards de dollars, soit 50% du PIB. Si cette manne financière contribue incontestablement à la stabilisation macroéconomique du



Tadjikistan et l'endettement de la pauvreté, elle induit en revanche un coût social très élevé. Outre le fait que les *gastarbaitery* vivent et travaillent en Russie dans des conditions difficiles voire précaires[2], leur exode massif sape, tel un cycle infernal, les fondements de la société tadjike, à commencer par la cellule familiale.

En l'absence des hommes, «une grande partie des problèmes repose sur les épouses des femmes qui deviennent chefs de famille et assument les tâches de la vie quotidienne : travailler aux champs, diriger le foyer, élever les enfants, gérer le budget»[3]. En outre, l'absence prolongée du conjoint crée des tensions croissantes au sein des couples, qui se terminent fréquemment par un divorce.

Abandonnées à leur sort, n'osant demander secours à leurs parents ou beaux-parents, les femmes tadjikes n'ont que peu d'alternatives possibles. D'après les chiffres du ministère tadjik de l'intérieur, toujours plus nombreuses sont celles qui, par désespoir, mettent fin à leurs jours. Mais, depuis deux ans, une autre tendance se dessine : les femmes tadjikes choisissent leur tour l'émigration vers la Russie, soit pour gagner leur vie soit pour retrouver leur mari. Selon «Radio OZODI» (Radio Free Europe/Radio Liberty en tadjik), 83 000 d'entre elles auraient choisi cette alternative au premier semestre 2013.

Ce sont alors les enfants qui sont laissés pour compte. Confiés à leurs grands-parents ou placés dans des orphelinats, ils souffrent de cette séparation et sont souvent, selon les psychologues cités dans un rapport de l'UNICEF, dépressifs, agressifs et ne peuvent plus suivre une scolarité normale.

Enfin, la pénurie catastrophique de jeunes hommes renforce la tendance aux mariages précoces et à la polygamie. Craignant que leurs filles ne restent célibataires, les parents hésitent pas à les marier dès l'âge de 15 ans alors que l'âge légal est fixé à 18 ans.

Face à cette situation alarmante, les défenseurs des droits de l'homme et les experts dans le domaine de la migration de travail ont proposé aux autorités de prendre sérieusement en compte les conséquences de ces mouvements migratoires sur les familles des *gastarbaitery* et d'adopter un programme d'aide psychosociale et économique pour les enfants abandonnés [4]. Le président Enomalii Rahmon a-t-il entendu ce message ?

Les *gastarbaitery* otages du bras de fer diplomatique entre Moscou et Douchanbé

En octobre 2012, Vladimir Poutine s'est rendu à Douchanbé sur l'invitation de son homologue tadjik qui fêtait ses 60 ans. Les deux chefs d'État ont alors signé, suite à de longues négociations, l'accord prolongeant jusqu'en 2041 le stationnement de la 201^e base militaire russe au Tadjikistan[5]. En contrepartie, Vladimir Poutine s'est engagé, notamment, à assouplir les règles d'entrée, de séjour et d'obtention des contrats de travail des ouvriers tadjiks sur le territoire de la Fédération de Russie, en allongeant de un à trois ans la durée maximale du premier contrat.

Dix mois plus tard, nonobstant la visite à Douchanbé en février 2013 du ministre russe des Affaires étrangères, Sergueï Lavrov, le Parlement tadjik n'a toujours pas ratifié l'accord sur la 201^e base militaire[6]. Par réciprocité, la Russie a non seulement gelé les mesures en faveur des immigrants tadjiks mais elle envisage présent de durcir les conditions d'entrée sur son territoire pour tous les ressortissants de la Communauté des États indépendants (CEI), à

lâ??exception de ceux du Kazakhstan et du BÃ©larus, tous deux membres de lâ??Union douaniÃ©re entrÃ©e en vigueur en janvier 2010[7].

Ce bras de fer est bien entendu Ã© replacer dans le contexte prÃ©-Ã©lectoral tadjik. Le PrÃ©sident en exercice, E. Rahmon, qui sera sans doute candidat Ã© sa propre succession le 6 novembre 2013 se livre depuis plusieurs mois Ã© une surenchÃ©re dans les nÃ©gociations, exigeant de la Russie plus de crÃ©dits pour la modernisation de ses forces armÃ©es et lâ??effacement dÃ©une dette de 66 millions de dollars contractÃ©e afin de construire la centrale hydroÃ©lectrique de Sangtoudinsk. Cela irrite Vladimir Poutine et la classe politique au sein de laquelle AndreÃ© Rogozine et Vladimir Jirinovski tacent ce que le chef dÃ©tat-major des forces terrestres, le gÃ©nÃ©ral Tchirkin, a qualifiÃ© de *«Ã© commerce oriental peu Ã©loigantÃ©»* de la part du Tadjikistan. Bien malgrÃ© eux, les travailleurs immigrÃ©s tadjiks sont donc rÃ©duits au statut peu enviable de simple monnaie dÃ©change dans ce bras de fer diplomatique et se retrouvent en premiÃ©re ligne sous les feux croisÃ©s des deux camps. Ils pourraient alors jouer les trouble-fÃ©te lors de la prochaine Ã©lection et peser sur lâ??issue finale de ce scrutin.

La clÃ© de lâ??Ã©lection prÃ©sidentielle ?

En premier lieu, les travailleurs immigrÃ©s tadjiks constituent un rÃ©servoir de voix non nÃ©gligeable. Selon les donnÃ©es du Service fÃ©dÃ©ral de la migration russe, ils sont plus de un million Ã© rÃ©sider lÃ©galement sur le territoire de la FÃ©dÃ©ration. Or, si on se rÃ©fÃ©re aux derniers rapports de lâ??Organisation pour la sÃ©curitÃ© et la coopÃ©ration en Europe (OSCE), publiÃ©s Ã© lâ??issue des deux derniers scrutins organisÃ©s au Tadjikistan en 2006 (Ã©lection prÃ©sidentielle) et 2010 (Ã©lections lÃ©gislatives), environ 3 300 000 Ã©lecteurs Ã©taient inscrits. Les *gastarbaÃ©tery* Ã© tadjiks reprÃ©senteraient donc un tiers du corps Ã©lectoral.

Ensuite, ces Ã©lecteurs potentiels ont acquis une certaine expÃ©rience de la politique et de la communication, ayant Ã©tÃ© les tÃ©moins des grandes manifestations de lâ??opposition russe lors des Ã©lections parlementaires et prÃ©sidentielle de 2011 et 2012. Ils Ã©chappent Ã© la propagande officielle du gouvernement tadjik en pÃ©riode de campagne Ã©lectorale[8] et sont insensibles aux discours du PrÃ©sident sortant qui nÃ©hÃ©site pas Ã© vanter, dans les mÃ©dias nationaux sous contrÃ©le, le bilan de son septennat. Bien au contraire, ils prÃ©fÃ©rent Ã©couter *«Ã© sur les chaÃ©nes de TV satellite ou sur Internet les nombreux dÃ©tracteurs vivant en Russie et qui harcÃ©lent E.RahmonÃ©»*[9]. Ces derniers exigent parfois sa dÃ©mission. Tous les *gastarbaÃ©tery* disposent dÃ©un tÃ©lÃ©phone portable voire dÃ©un ordinateur, ils crÃ©ent leurs propres rÃ©seaux sociaux et rÃ©percutent les informations vers leurs familles et amis restÃ©s au pays.

Enfin, le Kremlin, qui ne semble pas pressÃ© dÃ©accorder son soutien officiel au PrÃ©sident sortant, pourrait bien leur faciliter la tÃ©che. NÃ©est-ce pas Ã© Moscou, le 4 juillet 2013, que tous les reprÃ©sentants de lâ??opposition tadjike se sont rÃ©unis, en prÃ©sence de chercheurs de lâ??Institut russe de recherches stratÃ©giques, pour faire un bilan de la situation avant lâ??Ã©lection, *«Ã© dans des conditions bien plus confortables quÃ©Ã© domicile, sans avoir Ã© redouter les obstacles dressÃ©s par les autoritÃ©s tadjikesÃ©»*[10]. Une contribution Ã© lâ??organisation matÃ©rielle du vote dans les rÃ©gions russes Ã© forte concentration de travailleurs tadjiks permettrait dÃ©Ã©viter le scÃ©nario de la prÃ©sidentielle de 2006 quand, selon le rapport final de lâ??OSCE, seuls 93 700 Ã©lecteurs avaient votÃ© dans 26 bureaux de vote situÃ©s Ã© lâ??Ã©tranger.

Lâ??influence des travailleurs Ã©migrÃ©s tadjiks sur la prochaine Ã©lection prÃ©sidentielle semble

15/09/2013

Champs de MÃ©ta

Auteur-article : Daniel PASQUIER*